



Union Interparlementaire
Pour la démocratie. Pour tous.

Comité des droits de l'homme des parlementaires

FORMULAIRE DE PLAINTE

Présentation des plaintes

Le Comité des droits de l'homme des parlementaires est compétent pour examiner les plaintes relatives à des allégations de violations des droits de l'homme visant les membres des parlements nationaux en exercice¹. Le Comité est également compétent pour examiner les plaintes concernant d'anciens membres de parlements nationaux lorsque les violations présumées ont un lien direct avec des faits s'étant produits lorsqu'ils étaient encore parlementaires.

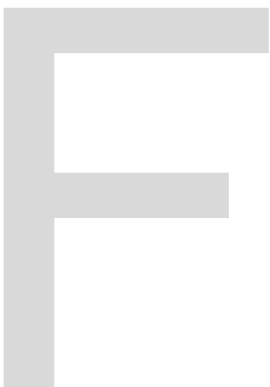
Le présent document est conçu pour être complété directement dans un document Word ou PDF téléchargeable. La liste de questions ci-dessous est destinée à aider le plaignant à préparer une plainte aussi complète, précise et concise que possible de manière à faciliter le travail du Comité des droits de l'homme des parlementaires. Le plaignant est vivement encouragé à fournir toutes les informations demandées pour permettre au Comité d'examiner la plainte. Toutefois, s'il existe des obstacles sérieux l'empêchant de fournir certaines des informations demandées au moment de l'envoi de la plainte, le plaignant est invité à en expliquer les raisons.

Veuillez remplir le formulaire à l'aide d'un ordinateur. Si cela n'est pas possible, veuillez écrire clairement et utiliser des LETTRES MAJUSCULES.

Si vous souhaitez déposer une plainte concernant la situation de plusieurs parlementaires, vous devez remplir un formulaire séparé pour chaque parlementaire. Si vous êtes plusieurs à déposer une plainte concernant le même cas, vous pouvez soumettre un seul formulaire si vous le souhaitez.²

¹ Cela s'applique également aux situations dans lesquelles le parlement national est en vacances ou a été dissous par suite de mesures inconstitutionnelles ou d'exception.

² S'il y a plus d'un plaignant, veuillez désigner un plaignant comme point de contact qui sera chargé d'assurer la communication avec le Comité et répondez aux questions 1 et 2 pour fournir des informations sur cette personne, puis envoyer les noms et qualités des autres plaignants dans une note séparée ou dans le courriel transmettant la plainte.



PARTIE A

INFORMATIONS CONCERNANT LE PLAIGNANT

1. Veuillez remplir cette section pour indiquer en quelle qualité vous soumettez la plainte

Veuillez noter que vous ne pouvez choisir qu'une seule catégorie (A, B, C ou D). Si vous choisissez la catégorie A, vous pouvez cocher plusieurs cases sous cette catégorie.

A. Plainte soumise par le parlementaire qui aurait fait l'objet de violation(s) des droits de l'homme ou par une personne autorisée par le parlementaire à soumettre une telle plainte selon une ou plusieurs des sous-catégories ci-après

- Parlementaire**
- Ancien parlementaire**
- Avocat du parlementaire**
- Membre de la famille du parlementaire**
- Autre personne autorisée à soumettre la plainte**
(préciser en quelle qualité) _____

OU

B. Plainte soumise par un autre parlementaire qui n'est pas la victime

OU

C. Plainte soumise par un parti politique

OU

D. Plainte soumise par une organisation internationale ou nationale

L'organisation doit être compétente dans le domaine des droits de l'homme (par exemple l'ONU et ses institutions spécialisées, les organisations intergouvernementales, les organisations interparlementaires et les organisations non gouvernementales internationales et nationales compétentes dans le domaine des droits de l'homme).

COORDONNÉES DU PLAIGNANT

• **Pour les catégories A et B**

Mme M.

Prénom _____

Nom _____

Nom de la chambre
du parlement
(le cas échéant) _____

Affiliation politique
(le cas échéant) _____

- **Pour la catégorie C**

Nom du parti politique _____

Préciser si majorité ou
opposition _____

Personne soumettant la plainte au nom du parti politique

Mme M.

Prénom _____

Nom _____

- **Pour la catégorie D**

Nom de l'organisation _____

Domaine / secteur
d'activité _____

Personne soumettant la plainte au nom de l'organisation

Mme M.

Prénom _____

Nom _____

- **Informations requises pour tous les types de plaignants (catégories A, B, C et D)**

Pays _____

Adresse _____

Courriel _____

Téléphone _____

2. **La règle est que l'identité du plaignant reste confidentielle. Toutefois, si les autorités nationales compétentes ou une tierce partie coopérant avec le Comité demandent à connaître votre identité en tant que plaignant, seriez-vous d'accord pour qu'elle soit révélée ?**

Oui

Non (préciser les raisons)

PARTIE B

INFORMATIONS CONCERNANT LE PARLEMENTAIRE³ QUI AURAIT ÉTÉ VICTIME DE VIOLATION(S) DES DROITS DE L'HOMME

S'il y a plusieurs victimes, le plaignant est prié de remplir un formulaire séparé pour chaque victime.

3. Prénom et nom du parlementaire ou ancien parlementaire

Mme M.

Prénom

Nom

4. Date et lieu de naissance

Date

Jour	Mois	Année

Pays

5. Nationalité

6. Sexe

- Femme
 Homme
 Autre

7. Lorsque le parlementaire (ou ancien parlementaire) qui aurait fait l'objet de violation(s) des droits de l'homme est une femme, la violation, ou certains de ses aspects, était-elle fondée sur le sexe ? Cela signifie que la violation est dirigée contre une femme parce qu'elle est une femme - ou qu'elle touche les femmes de manière disproportionnée - et désigne des actes qui entraînent des dommages ou des souffrances de nature physique, psychologique ou sexuelle, y compris la menace de se livrer à de tels actes, la contrainte ou autre privation de liberté.⁴

- Oui (veuillez préciser si possible)
 Non

³ Un parlementaire qui aurait été victime de violation(s) des droits de l'homme doit être une personne élue, nommée ou désignée au parlement national d'un État souverain, unitaire ou fédéral.

⁴ Définition basée sur l'Article 3 de la Convention de 2011 du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique <https://rm.coe.int/1680084840>.

8. Veuillez indiquer l'affiliation politique du parlementaire qui aurait fait l'objet de violation(s) des droits de l'homme au moment des faits

- Majorité
- Opposition
- Indépendant
- Autre (préciser) _____

9. Nom du parti politique
(le cas échéant) _____

10. Veuillez cocher la case correspondante pour indiquer le statut parlementaire

a) Au moment de la / des violation(s) alléguée(s)

- Parlementaire en exercice
- Ancien parlementaire (préciser le début et la fin du mandat parlementaire)

Début _____ Fin _____

Nom du parlement ou de la chambre du parlement dont la victime est ou était membre

b) Au moment de la soumission de la plainte

- Parlementaire en exercice
- Ancien parlementaire (préciser le début et la fin du mandat parlementaire)

Début _____ Fin _____

Nom du parlement ou de la chambre du parlement dont la victime est ou était membre

11. Adresse et coordonnées du parlementaire qui aurait fait l'objet de violation(s) des droits de l'homme

Adresse permanente _____

Courriel _____ Téléphone _____

12. Veuillez joindre une photo haute résolution du parlementaire qui aurait fait l'objet de violation(s) des droits de l'homme (et indiquer le copyright).

PARTIE C

INFORMATIONS CONCERNANT LA / LES VIOLATION(S) DES DROITS DE L'HOMME ALLEGUÉES

13. Date de la violation(s) alléguée(s) des droits de l'homme initiale ou principale

Quand la violation
s'est-elle produite ?

14. La violation alléguée est-elle toujours en cours ?

- Oui
 Non

15. Où la violation alléguée s'est-elle produite ?

Lieu où la violation alléguée s'est produite (préciser le pays et la ville)

Ville

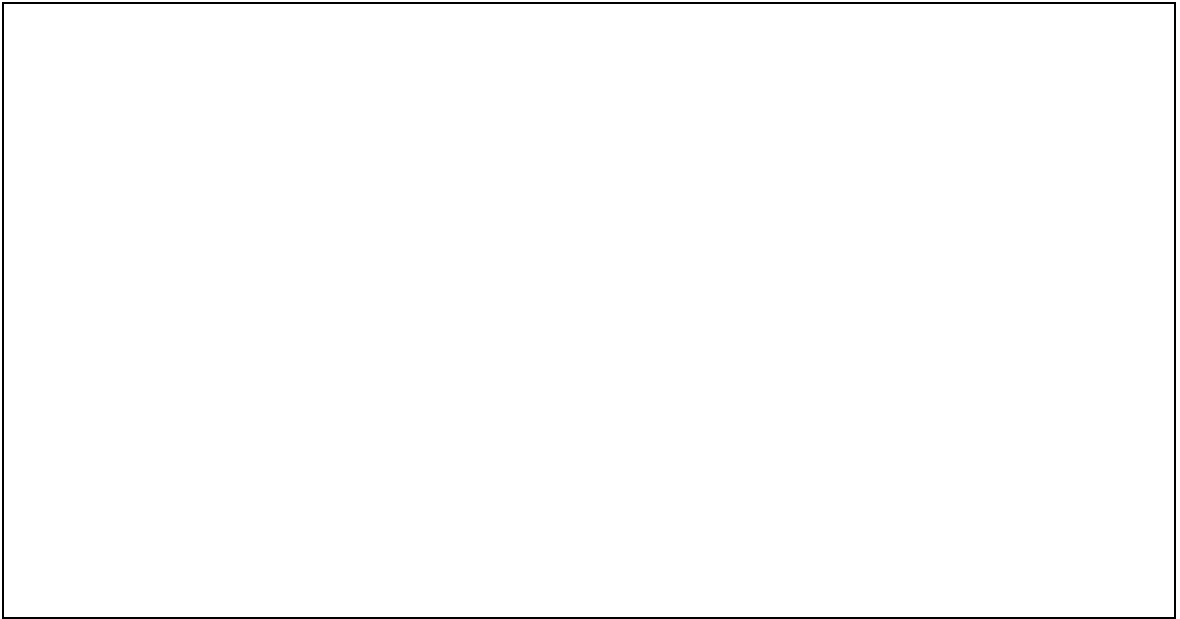
Pays

16. Veuillez fournir des informations aussi détaillées que possible sur l'identité (connue ou suspectée) de l'auteur ou des auteurs

17. Veuillez cocher la case correspondant au type de violation(s) des droits de l'homme qui aurai(en)t été commise(s) à l'encontre du parlementaire et décrire ces violations

- 1 Atteintes à la vie, à l'intégrité et à la liberté des parlementaires
 - 1.1 Meurtre
 - 1.2 Disparition forcée
 - 1.3 Enlèvement
 - 1.4 Torture, mauvais traitements et autres actes de violence
 - 1.5 Menaces, actes d'intimidation
 - 1.6 Arrestation et détention arbitraires
 - 1.7 Conditions de détention inhumaines
 - 1.8 Non-respect des garanties d'une procédure équitable dans les procédures visant des parlementaires
 - 1.8.1 Non-respect des garanties au stade de l'enquête
 - 1.8.2 Non-respect des garanties au stade du procès
 - 1.8.3 Durée excessive de la procédure
 - 1.8.4 Absence de droit de recours

- 2 Atteintes directes à l'exercice du mandat parlementaire
 - 2.1 Atteinte à la liberté d'opinion et d'expression
 - 2.2 Atteinte à la liberté de réunion et d'association
 - 2.3 Atteinte à la liberté de mouvement
 - 2.4 Invalidation, suspension ou révocation injustifiée du mandat parlementaire et autres mesures en empêchant l'exercice
 - 2.4.1 Invalidation arbitraire de l'élection d'un parlementaire
 - 2.4.2 Révocation ou suspension abusive du mandat parlementaire
 - 2.4.3 Atteinte à l'immunité parlementaire
 - 2.4.4 Application abusive de sanctions parlementaires
 - 2.4.5 Autres mesures empêchant l'exercice du mandat parlementaire



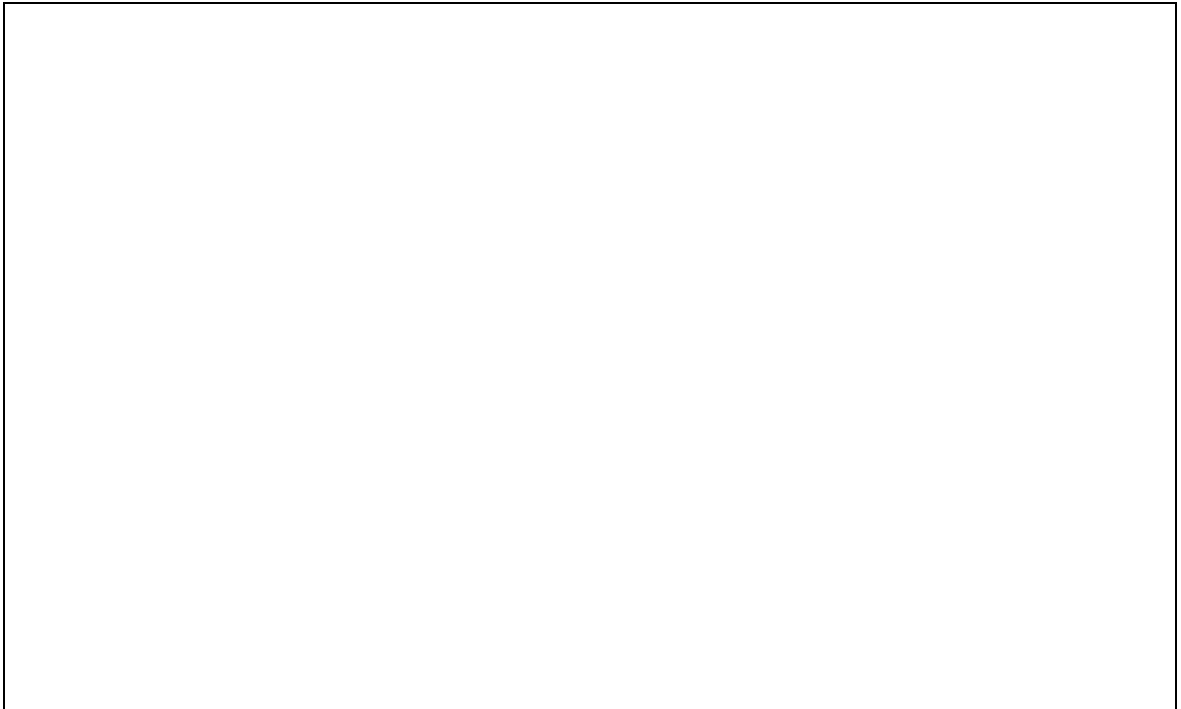
3 Impunité



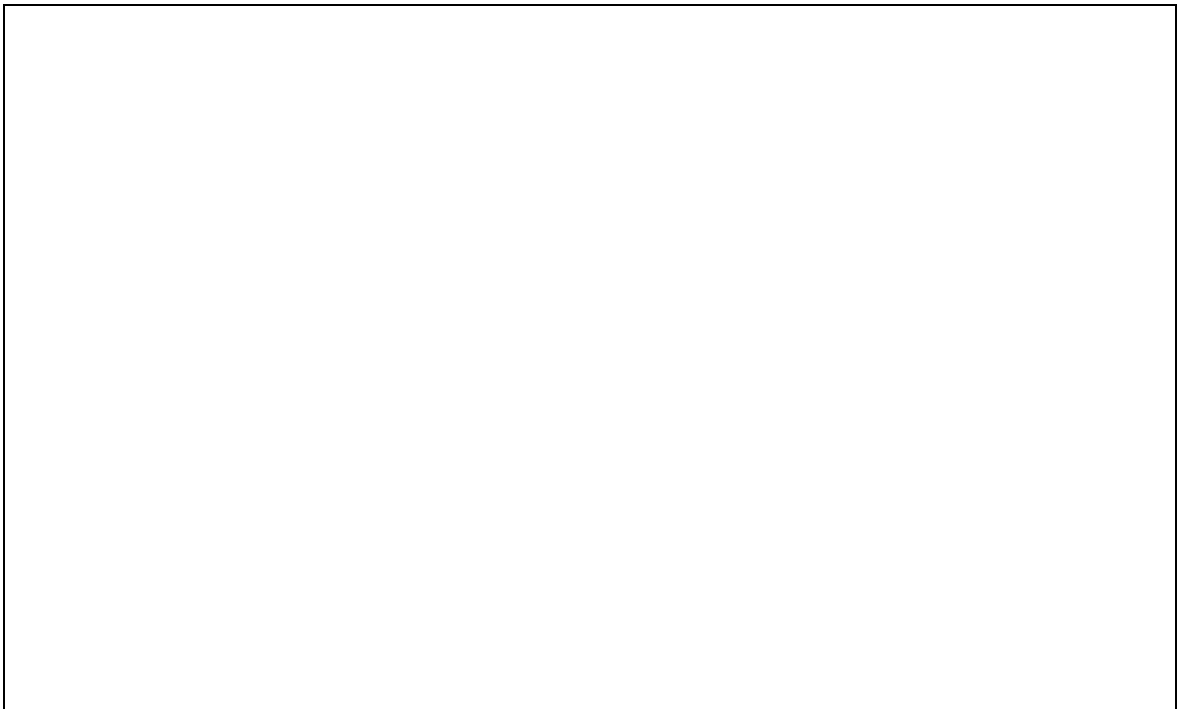
4 Autres violations



- 18. Veuillez décrire de manière détaillée les faits allégués et, si possible, joindre les éléments de preuves (par exemple, vidéos, photos, rapports/déclarations officiels - y compris de témoins, décisions de justice, etc.)**



- 19. Veuillez fournir les textes des dispositions pertinentes de la Constitution et des lois nationales, des instruments juridiques régionaux ou internationaux⁵. (Vous pouvez vous référer à la documentation en ligne).**



⁵ La réponse devrait, dans la mesure du possible, être accompagnée d'extraits pertinents des textes de lois publiques visées

20. **Avez-vous déposé une plainte concernant la / les violation(s) alléguée(s) des droits de l'homme auprès des autorités compétentes (police, parquet, tribunaux, commission nationale des droits de l'homme, parlement) ? Si ce n'est pas le cas, veuillez expliquer pourquoi.**

21. **Des mesures ont-elles été prises par les autorités compétentes ? Des mesures ont-elles été prises pour remédier à la / aux violation(s) alléguée(s) ?**

22. Avez-vous informé une autre institution ou un autre mécanisme international ou régional des droits de l'homme ?

Oui (préciser) _____

Non

23. Noms et coordonnées (courriel) des personnes avec lesquelles le Comité pourrait, si nécessaire, communiquer afin d'obtenir des informations juridiques complémentaires (en particulier, nom et adresse du conseiller juridique)

24. Si vous le souhaitez, veuillez fournir des informations sur le contexte politique général et des droits de l'homme qui pourraient aider le Comité à mieux comprendre la situation dans laquelle les incidents se sont produits.

25. Y a-t-il d'autres informations pertinentes (rapports, articles de journaux, etc.) que vous aimeriez nous faire connaître ? Veuillez inclure ces informations ou fournir les liens internet correspondants.

26. Quel type d'action suggérez-vous que le Comité prenne concernant cette plainte ?⁶

Veillez noter qu'en tant que plaignant, vous vous engagez à tenir le Comité informé de toute information et fait nouveaux jusqu'à ce que le Comité décide de clore le dossier.

Signature du plaignant⁷

Lieu et date

IMPORTANT

Veillez joindre des copies de tous les documents qui appuient et corroborent les informations fournies - y compris les lettres adressées aux autorités parlementaires, les références de toute plainte déposée auprès de la police ou d'un organe judiciaire, les réponses reçues et les jugements rendus en français.

Que faire une fois que vous avez rempli le formulaire de plainte ?

- Si vous remplissez le formulaire par voie électronique, veuillez l'envoyer avec les pièces jointes à l'adresse électronique suivante : hrteam@ipu.org
- Si vous remplissez une copie papier du formulaire, veuillez l'envoyer avec les pièces jointes à l'adresse postale suivante ou par fax :

Union interparlementaire
Comité des droits de l'homme des parlementaires
Chemin du Pommier 5
Case Postale 330
1218 Le Grand-Saconnex
Genève
Suisse

Fax: +41 22 919 41 60

⁶ Ces suggestions ne sont qu'indicatives. Il appartient au Comité de déterminer de la suite à leur donner, dans la limite des capacités de l'Union interparlementaire.

⁷ Pour les partis et organisations politiques, signature de la personne habilitée à représenter l'organisation.

Annexe I – Informations complémentaires

Veillez utiliser cette annexe pour nous faire parvenir toute information supplémentaire qui n'a pas été couverte par les questions du formulaire de plainte.